Burundi : recrudescence des arrestations d'opposants

BBC Afrique, 18 décembre 2016 Le Burundi vit dans un climat de peur généralisée et instaurée par les autorités. C'est ce qu'a indiqué lors d'une conférence samedi Anschaire Nikoyagize (photo), le président de la ligue Iteka, la plus ancienne ligue des droits de l'homme du Burundi. Anschaire Nikoyagize a signalé que depuis trois mois, les harcèlements des membres de l'opposition se sont accentués.

Il précise que son organisation a répertorié " 272 arrestations et 16 disparitions en octobre, 295 arrestations et 39 disparitions en novembre, et 246 arrestations et 16 disparitions les deux premières semaines de décembre". Toutes ces personnes sont accusées "de participation aux bandes armées" a indiqué M. Nikoyagize. Il précise que l'inculpation en question fait référence à une appartenance à l'un des mouvements rebelles burundais nés de la contestation du troisième mandat du président Pierre Nkurunziza. Des sources sécuritaires et des habitants d'anciens quartiers contestataires de Bujumbura ont confié que des perquisitions inopinées sont organisées par l'armée, la police et les services secrets dans des quartiers entiers. « Des gens sont interdits d'aller au travail ou de sortir sous peine d'être arrêtés et accusés de graves infractions ». Selon le premier vice-président du Burundi, Gaston Sindimwo, il s'agit d'"arrestations massives" de "perturbateurs" "en provenance des pays limitrophes". "C'est pourquoi nous avons donné des injonctions pour qu'il y ait des fouilles, que toute personne suspecte soit arrêtée et interrogée", a souligné M. Sindimwo. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis l'annonce en avril 2015 de la candidature controversée à un troisième mandat de Pierre Nkurunziza et son élection en juillet de la même année. Les violences ont fait plus de 500 morts et plus de 300.000 déplacés.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});